



Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES
ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

1 PRÉSENTATION

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à appliquer les normes, directives et recommandations internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux et, partant, à obtenir et à maintenir un accès aux marchés. Ce faisant, le partenariat contribue aux objectifs de développement durable plus généraux que sont la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire.

1.2. Le STDF a été établi par la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'OMC (les partenaires fondateurs). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant financièrement au STDF et des experts de pays en développement participent activement aux travaux du Fonds. Les Secrétariats de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) prennent aussi part au partenariat. Le STDF est géré et hébergé par l'OMC.

1.3. Le STDF est un mécanisme de coordination et un mécanisme de financement.² En rassemblant les connaissances et les compétences de ses partenaires fondateurs et d'autres organisations en matière SPS, le STDF offre une plate-forme unique pour échanger des renseignements et il promeut la collaboration dans le domaine du renforcement des capacités SPS. En tant que mécanisme de financement, le STDF accorde des dons destinés à des projets et visant à soutenir la formulation de projets sur la base d'une évaluation appropriée des besoins en matière de renforcement des capacités en matière SPS. Les demandes émanant des pays les moins avancés (PMA) sont particulièrement encouragées.

1.4. Le présent document présente une mise à jour sur les travaux du STDF depuis la dernière réunion du Comité, tenue en juillet 2015. On trouve à l'annexe 1 un bref aperçu des projets du STDF en cours et des dons pour l'élaboration de projets. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur le STDF sont invités à en consulter le site Web et à s'abonner à sa liste de diffusion électronique.³ La prochaine réunion du Groupe de travail du STDF se tiendra les 12 et 13 octobre 2015.

2 MISE EN ŒUVRE DES MESURES SPS POUR FAVORISER UN COMMERCE SÛR

2.1. Le STDF a sorti un nouveau court métrage intitulé "Safe Trade Solutions"⁴ lors du cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce qui s'est tenu à Genève du 30 juin au 2 juillet 2015 sur

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² La stratégie à moyen terme du STDF (2015-2019) et les autres documents clés sont disponibles à l'adresse <http://www.standardsfacility.org/fr/documents-clés>.

³ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr>.

⁴ Voir: <http://standardsfacility.org/fr/video-gallery>.

le thème "Réduire les coûts du commerce pour une croissance durable et inclusive".⁵ Ce film présente les moyens engagés par le Chili, le Pérou et la Colombie pour faciliter la circulation des marchandises aux frontières, tout en empêchant la propagation de ravageurs ou de maladies chez les animaux et les végétaux, et pour garantir l'innocuité des produits alimentaires pour les consommateurs. C'est un outil de formation et de sensibilisation à l'intention des professionnels des questions SPS, ainsi que d'autres organismes présents aux frontières.

2.2. Le film a été lancé le 30 juin 2015 lors d'une séance plénière de haut niveau tenue durant l'Examen global, coordonnée par le STDF et intitulée "Mise en œuvre effective des mesures SPS pour permettre un commerce sûr".⁶ Cette séance a réuni des experts de différents domaines dont, en particulier, M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, Mme Monique Eloit, Directrice générale adjointe et Directrice générale élue de l'Organisation mondiale de la santé animale, et Mme Anabel González, Directrice principale, Global Practice on Trade and Competitiveness, au Groupe de la Banque mondiale. Des représentants des gouvernements et du secteur privé y ont également pris part. Ensemble, ils ont examiné comment conjuguer facilitation des échanges et contrôles SPS robustes fondés sur des données scientifiques et sur les risques. Un podcast intégral de la session est disponible sur le site de l'OMC.⁷

2.3. Le film en question vient en outre compléter les recherches effectuées par le STDF dans certains pays d'Asie du Sud-Est et d'Afrique australe sur la façon dont les contrôles SPS sont mis en œuvre pour certains produits agroalimentaires, sur la base des dispositions pertinentes de l'Accord SPS (notamment l'article 8 et l'Annexe C relative aux procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation). Ces travaux visent à recenser les besoins clés, les possibilités offertes et les bonnes pratiques en matière d'amélioration de la mise en œuvre des mesures SPS de manière à faciliter un commerce sûr et à renforcer la protection sanitaire. Le rapport sur l'Asie du Sud-Est (centré sur le Cambodge, les Philippines, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande) est disponible sur le site Web du STDF.⁸ Le rapport sur l'Afrique australe (centré sur l'Afrique du Sud, le Malawi et la Zambie) a été parachevé et pourra être consulté sur le site du STDF après la réunion du Groupe de travail.

3 ANALYSE CIR/STDF CONJOINTE SUR LES QUESTIONS SPS DANS LES EDIC

3.1. Le STDF et le Secrétariat du Cadre intégré renforcé (CIR) ont entrepris une étude conjointe où l'on analyse la manière dont les questions SPS sont traitées dans les études diagnostiques du CIR sur l'intégration du commerce (EDIC) et on définit les bonnes pratiques pour les futures études et leur mise en œuvre.⁹ À la suite d'un examen préliminaire de tous les rapports des EDIC, le Cambodge, la Tanzanie et le Sénégal ont été choisis pour une étude approfondie sur le terrain, et 20 autres rapports des EDIC ont été retenus pour faire l'objet d'un examen sur dossier plus poussé. Les résultats préliminaires seront présentés et discutés dans le cadre de la prochaine réunion du Groupe de travail du STDF. L'étude sera achevée et publiée sur le site Web du STDF dans les mois à venir.

⁵ Voir:

https://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/a4t_f/global_review15prog_f/global_review15prog_f.htm.

⁶ Voir: <http://us4.campaign-archive2.com/?u=1dd65e410f4f874eaf3175abc&id=ef0b188b2a>.

⁷ Voir: https://www.wto.org/audio/2015_06_30_session3_gr5_panel_discussion.mp3.

⁸ Voir:

["http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/Implementing_SPS_Measures_to_Facilitate_Safe_Trade_S_E_Asia_Aug-2014.pdf"](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/Implementing_SPS_Measures_to_Facilitate_Safe_Trade_S_E_Asia_Aug-2014.pdf).

⁹ Le CIR est un programme de renforcement des capacités destiné aux pays les moins avancés (PMA). Pour de plus amples renseignements, voir: <http://enhancedif.org/fr/about/how-does-it-work>.

4 ÉTABLISSEMENT DE PRIORITÉS POUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS DANS LE DOMAINE SPS

4.1 Le STDF a entrepris de réviser et de finaliser un outil d'aide à la décision dont les pays en développement pourront se servir pour arrêter des priorités dans les choix en matière d'investissement dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (SPS-MAP). Ce cadre SPS-MAP, fondé sur l'analyse décisionnelle multicritères (ADM), vise à améliorer l'efficacité économique des décisions d'investissement SPS, à promouvoir un processus décisionnel plus transparent, et à encourager le dialogue entre acteurs publics et acteurs privés s'intéressant aux questions SPS. Le Secrétariat a participé récemment à un atelier en Zambie, tenu dans le cadre du COMESA, visant à accompagner la définition des priorités en matière d'investissements SPS dans le pays. Un document d'orientation, pratique et facile à consulter, sera disponible en fin d'année. On trouvera de plus amples informations à propos de ce travail sur le site Web du STDF.¹⁰

5 DOCUMENTS POUR LA BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE DU STDF

5.1. La bibliothèque virtuelle du STDF est un référentiel d'information consultable en ligne, assurant un accès rapide et facile à un éventail de ressources documentaires en ligne centrées sur la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS.¹¹ Les Membres et organisations ayant le statut d'observateur peuvent communiquer au Secrétariat (STDFSecretariat@wto.org) des documents pertinents en vue de leur inclusion dans la bibliothèque. Ces documents peuvent notamment être les suivants: documents et rapports finals de projets, matériels de formation, évaluations/examens de projets, évaluations des capacités dans le domaine SPS, analyses coûts-avantages, études de cas, travaux de recherche pertinents et autres articles sur le renforcement des capacités SPS.

6 ÉLABORATION DES PROJETS

6.1. Le STDF dispense des conseils et un soutien aux requérants sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP). Il aide ainsi les requérants à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projets techniquement solides et durables. À titre de financement de démarrage, des DEP limités à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association): i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et/ou iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par d'autres donateurs ou par le STDF.

6.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé 66 DEP au total. Le Groupe de travail du STDF pourra approuver d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 12 et 13 octobre 2015.

7 MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

7.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iii) la mise en œuvre d'approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale, la préservation des végétaux et le commerce et à laquelle participent au moins deux partenaires du STDF ou autres organisations pertinentes.

7.2. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs déjà existants.

¹⁰ Voir: <http://www.standardsfacility.org/sps-market-access-prioritization>.

¹¹ Voir: <http://www.standardsfacility.org/library>.

7.3. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé la réalisation de 72 projets au total. Le Groupe de travail du STDF pourra approuver d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 12 et 13 octobre 2015.

7.4. On trouvera dans l'annexe 1 un aperçu de l'état actuel des projets du STDF et des DEP. Depuis sa création, le STDF a consacré 56% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1. Le STDF atteint donc régulièrement son objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. En particulier, la part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (74% du budget global consacré aux DEP).

Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)

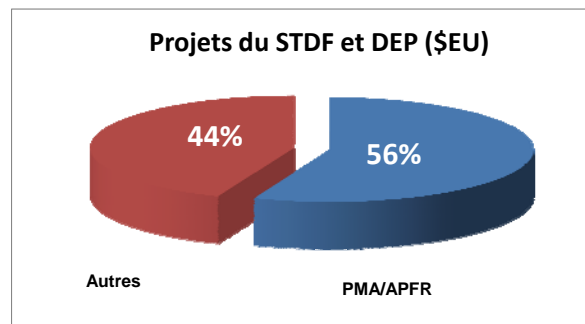
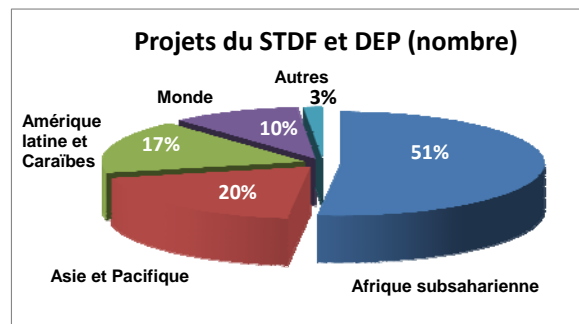


Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)



7.5. La figure 2 ci-dessus montre que 51% du total des projets du STDF et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 20% à l'Asie et 17% à l'Amérique latine et aux Caraïbes. En outre, 10% des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

7.6. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **25 décembre 2015**. De plus amples renseignements sur les critères d'admissibilité, les formulaires de candidature, etc., sont disponibles sur le site Web du STDF.

Étapes qu'il est recommandé de suivre lorsqu'un financement par le STDF de dons pour la réalisation de projets ou de dons pour l'élaboration de projets (DEP) est demandé:

1. Ouvrez notre page Internet consacrée aux DEP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants> et notre page sur les dons pour la réalisation de projets à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectgrants> pour voir des exemples de projets antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_fr.pdf.
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/votre région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive de votre projet éventuel à l'adresse suivante: (STDFSecretariat@wto.org).
5. Remplissez un formulaire de candidature, disponible à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/formulaires-de-demande>; et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

ANNEXE 1

APERÇU DES PROJETS EN COURS ET DES DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF¹

PROJETS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche.	Comores	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	30 mars 2012	17 septembre 2012	16 septembre 2016	1 033 673
STDF/PG/303	Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Contribuer à renforcer la capacité des gestionnaires de risques à mettre en œuvre les normes internationales grâce à une bonne connaissance des dangers, des risques et des niveaux d'exposition aux substances nuisibles présentes dans les produits alimentaires couramment fabriqués et consommés.	Bénin, Cameroun, Mali, Nigéria	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	19 mars 2013	1 ^{er} avril 2014	31 mars 2017	1 063 708
STDF/PG/316	Renforcement du contrôle phytosanitaire et des services de diagnostic en Azerbaïdjan	Améliorer le contrôle phytosanitaire et les services de diagnostic assurés par le Service du contrôle phytosanitaire et l'Administration des douanes afin de maintenir le niveau de protection phytosanitaire nécessaire à la production agricole.	Azerbaïdjan	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	15 octobre 2013	1 ^{er} septembre 2014	28 février 2017	1 000 000

¹ Les projets et dons pour l'élaboration des projets dont les dates de démarrage et d'achèvement sont à déterminer n'ont pas encore fait l'objet d'une passation de contrat.

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Organiser les petits crevetticulteurs en groupes gérables et les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de contamination à la base.	Bangladesh	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	1 ^{er} avril 2012	30 septembre 2015	568 750
329	Renforcement des capacités SPS pour les exportations de gingembre grâce à un partenariat public-privé au Népal	Accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité d'accéder à de nouveaux marchés.	Népal	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	7 juin 2012	6 septembre 2015	412 629
DF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	Élaborer un processus régional de génération de données fiables sur les limites maximales de résidus (LMR) pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés.	États membres de l'ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)	21 octobre 2011	1 ^{er} décembre 2012	30 novembre 2016	607 000
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du secteur à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation.	Sri Lanka	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	21 octobre 2011	1 ^{er} juillet 2012	30 avril 2016	630 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Harmonisation des procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région pour contribuer à faciliter les échanges et à améliorer la santé publique.	Amérique centrale, République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	30 mars 2012	1 ^{er} juillet 2012	30 juin 2016	905 225
STDF/PG/345	Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes	Contribuer à l'harmonisation du cadre réglementaire concernant la production et la commercialisation des aliments pour animaux, afin de garantir leur sécurité sanitaire, ainsi que l'accès aux marchés, sur la base des normes et recommandations du Codex et de l'OIE.	Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay	Association latino-américaine des fabricants d'aliments pour animaux (FEEDLATINA)	19 mars 2013	15 février 2014	14 février 2017	991 100
STDF/PG/346	Élimination des obstacles, facilitation des échanges entre les États membres du COMESA	Accroître les échanges de produits agroalimentaires à l'intérieur du COMESA en réduisant les coûts de l'activité commerciale associés aux mesures SPS pour certains produits de base sur certains itinéraires commerciaux.	Membres du COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	27 mars 2014	1 ^{er} novembre 2014	31 octobre 2017	902 690
STDF/PG/350	Manuels phytosanitaires généraux, procédures normalisées et kits de formation	Répondre au besoin de ressources documentaires techniques dans les pays en développement en vue d'améliorer leur capacité de comprendre et d'appliquer les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP).	Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malaisie, Soudan	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	28 mars 2011	1 ^{er} février 2012	31 juillet 2015 (en attente du rapport final de projet)	600 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes à Sri Lanka	Analyse des contraintes sanitaires et phytosanitaires tout au long des chaînes de valeur, renforcer les capacités des parties prenantes des secteurs public et privé de se conformer aux prescriptions SPS internationales et améliorer la coopération et la constitution de réseaux entre les secteurs public et privé.	Sri Lanka	Centre du commerce international (ITC)	30 mars 2012	1 ^{er} mars 2013	28 février 2016	562 484
STDF/PG/358	Amélioration de la législation vétérinaire dans les pays membres de l'OIRSA	Renforcer les services vétérinaires dans la région en harmonisant le cadre juridique conformément aux normes de l'OIE en matière de contrôle et d'éradication des maladies animales.	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	30 mars 2012	1 ^{er} mai 2013	31 juillet 2015 (en attente du rapport final de projet)	488 330
STDF/PG/359	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique	Renforcer la capacité régionale en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour l'établissement, la mise en œuvre et le respect des normes internationales en matière de résidus de pesticides.	Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	11 octobre 2012	1 ^{er} mai 2013	30 avril 2016	446 150

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/381	CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est	Maintenir et accroître l'accès aux marchés des exportations de cacao en améliorant les pratiques le long de la chaîne d'approvisionnement pour respecter les normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.	Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Organisation internationale du cacao (OIC)	11 octobre 2012	1 ^{er} novembre 2013	30 avril 2016	604 491
STDF/PB/401	Formation de facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires	Faire en sorte que les pays en développement soient plus aptes à utiliser l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires pour évaluer leurs propres capacités, identifier les lacunes et planifier leurs programmes phytosanitaires et de développement nationaux.	Pays en développement	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	11 octobre 2012	1 ^{er} avril 2014	30 septembre 2016	655 436
STDF/PG/436	Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides	Renforcer la capacité régionale de l'Amérique latine en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour soutenir l'établissement et l'application des normes internationales.	Bolivie, État plurinational de; Colombie; Costa Rica; El Salvador; Équateur; Guatemala; Honduras; Nicaragua; Panama; Pérou; République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	19 mars 2013	1 ^{er} octobre 2013	30 septembre 2016	346 450
STDF/PG/460	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	Mener une analyse empirique des effets de cette réglementation sur la croissance économique d'un groupe de pays africains.	Botswana, Cameroun, Kenya, Mozambique	Institut international d'études sociales (ISS) – Université Erasmus de Rotterdam	27 mars 2014	1 ^{er} février 2015	31 janvier 2017	285 159

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/486	Amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et de la conformité aux mesures SPS afin d'accroître les revenus d'exportation de la chaîne de valeur des graines oléagineuses au Myanmar	Renforcer la sécurité sanitaire des produits alimentaires et le respect des normes SPS internationales relatives aux bonnes pratiques agricoles, aux bonnes pratiques en matière d'hygiène (BPF) et aux systèmes d'analyse des dangers et de points critiques pour leur maîtrise (HACCP) dans la chaîne de valeur des graines oléagineuses.	Myanmar	Centre du commerce international (ITC)	20 octobre 2014	À déterminer	À déterminer	825 071
STDF/PG/489	Assistance technique dans le domaine SPS et en faveur de la chaîne de valeur afin d'améliorer l'accès aux marchés pour les pêcheries artisanales et de petite taille en Afrique de l'Ouest	Fournir une assistance technique coordonnée pour la diffusion de renseignements sur les normes sanitaires et développer les capacités techniques en ce qui concerne la manutention et la transformation des produits de la pêche.	Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Sénégal	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	20 octobre 2014	1 ^{er} septembre 2015	31 août 2017	910 714
STDF/PG/502	Renforcement régional pour la mise en œuvre des mesures phytosanitaires et l'accès aux marchés	Renforcer la capacité de mettre en œuvre les mesures phytosanitaires afin de conserver et d'améliorer le statut phytosanitaire des pays demandeurs	Argentine; Bolivie, État plurinational de; Brésil; Chili; Paraguay; Pérou; Uruguay	Institut interaméricain pour la coopération sur l'agriculture (IICA)	24 mars 2015	À déterminer	À déterminer	985 000
STDF/PG/515	Traçabilité de la filière du miel au Guatemala	Maintenir l'accès aux marchés et accroître le volume des exportations de miel du Guatemala par la mise en œuvre d'un système de traçabilité électronique.	Guatemala	Direction de la sécurité sanitaire des produits alimentaires – Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA) du Guatemala	24 mars 2015	À déterminer	À déterminer	45 400

DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/377	Renforcement du système national de préservation des végétaux en Gambie	Effectuer une évaluation complète des lacunes en matière de capacités phytosanitaires en utilisant l'outil ECP de la CIPV et élaborer un projet pour mettre en œuvre des actions ponctuelles en vue de renforcer le système national de préservation des végétaux.	Gambie	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	30 mars 2012	1 ^{er} février 2013	31 janvier 2014	50 000
STDF/PPG/379	Promouvoir la participation effective des États membres de la SADC au Comité SPS de l'OMC	Renforcer la capacité des autorités SPS des États membres de la SADC de mettre en œuvre de manière effective leurs obligations en matière SPS et de revendiquer leurs droits en tant que Membres de l'OMC.	États membres de la SADC	Kevin Walker	22 mars 2013	15 juillet 2013	À approuver	25 000
STDF/PPG/392	Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Examiner le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, élaborer des plans pour renforcer la capacité institutionnelle et établir des priorités aux fins de la conformité avec les prescriptions SPS.	Sierra Leone	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	19 mars 2013	1 ^{er} novembre 2013	31 décembre 2015	39 000
STDF/PPG/404	Renforcement de la capacité d'indexage des virus présents dans le matériel végétal au Malawi	Réaliser une étude de faisabilité pour évaluer la viabilité du renforcement de la capacité d'indexage et de la production de plants de banane exempts de virus au Malawi.	Malawi	Département de la recherche agricole (DARS) – Malawi	19 mars 2013	1 ^{er} novembre 2013	À approuver	18 701

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/428	Commerce et amélioration des moyens de subsistance dans la production aquicole en Afrique (TILAPIA)	Aider à consolider une note descriptive sur un projet régional de renforcement des capacités en ce qui concerne la santé des poissons et la biosécurité aquatique afin de soutenir et de développer l'aquaculture et la pêche en Afrique.	Pays africains	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	15 octobre 2013	15 avril 2014	À approuver	50 000
STDF/PPG/431	Gestion de l'aflatoxine dans le piment au Pakistan	Mettre en place des systèmes de contrôle de qualité pour remédier au problème de la contamination des produits de base agroalimentaires par les mycotoxines et éliminer les obstacles au commerce international qui en découlent.	Pakistan	Conseil pakistanais de la recherche agricole (PARC)	27 mars 2014	1 ^{er} mai 2015	30 avril 2016	34 000
STDF/PPG/432	Systèmes d'information pour la surveillance et le signalement d'organismes nuisibles dans les pays d'Asie et du Pacifique	Permettre aux pays de mettre en œuvre les normes phytosanitaires internationales et de remplir leurs obligations dans le domaine SPS principalement liées à la transparence et à l'évaluation des risques.	Pays d'Asie et du Pacifique	Département australien de l'agriculture, des forêts et de la pêche (DAFF)	19 mars 2013	15 mars 2014	À approuver	49 990
STDF/PPG/435	Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux	Procéder à une évaluation des difficultés en matière de conformité dans la production de sésame destiné à l'exportation et élaborer une proposition de projet visant à renforcer le respect des prescriptions SPS en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux.	Soudan	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	15 octobre 2013	1 ^{er} juin 2015	30 novembre 2015	50 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/447	Élaboration d'une proposition de projet pour répondre aux besoins en capacités SPS, en mettant l'accent sur le système national de sécurité sanitaire des produits alimentaires du Tadjikistan	Aider le Tadjikistan à mettre en œuvre sa stratégie nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et sa législation sur les produits alimentaires.	Tadjikistan	Centre du commerce international (CCI)	24 mars 2015	1 ^{er} octobre 2015	30 septembre 2016	40 600
STDF/PPG/453	Renforcement des capacités et simplification des mécanismes d'appui en vue d'harmoniser la certification dans le domaine de l'aquaculture	Mettre à l'essai le cadre d'évaluation de la conformité en cours d'élaboration par la FAO et mettre au point une proposition de projet visant à soutenir la mise en place et la mise en œuvre de systèmes publics de certification dans le domaine de l'aquaculture afin de contribuer au libre-échange intrarégional.	États membres de l'ASEAN	Réseau des centres d'aquaculture d'Asie et du Pacifique (NACA)	15 octobre 2013	1 ^{er} juin 2014	À approuver	48 000
STDF/PPG/457	Base de données mondiale sur les médicaments vétérinaires	Établir une source de renseignements sur les résidus de médicaments vétérinaires afin de soutenir le commerce de produits d'origine animale sûrs.	Monde	Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI)	27 mars 2014	24 mai 2014	À approuver	76 250

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/477	Amélioration des capacités sanitaires et facilitation des exportations de bétail et de produits de l'élevage en Éthiopie	Identifier les lacunes et difficultés relatives à l'amélioration des capacités vétérinaires et des exportations de bétail et de produits de l'élevage, et élaborer une proposition de projet à partir des faiblesses identifiées.	Éthiopie	Ministère de l'agriculture, Département du développement de l'élevage, Direction des services vétérinaires	20 octobre 2014	11 mai 2015	À approuver	37 500
STDF/PPG/481	Renforcer les capacités phytosanitaires dans le secteur horticole en Zambie	Élaborer une proposition de projet pour remédier aux faiblesses du système phytosanitaire national identifiées grâce à l'utilisation de l'outil PCE de la CIPV.	Zambie	Service des normes phytosanitaires et de la phyto-quarantaine/ Institut zambien de recherche agricole (ZARI)/ Ministère de l'agriculture et de l'élevage	20 octobre 2014	À déterminer	À déterminer	31 380
STDF/PPG/487	Élaboration d'un projet d'étude régionale de l'alimentation totale dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes	Réaliser une étude de faisabilité afin d'identifier les principales lacunes en ce qui concerne la capacité d'évaluation du risque chimique dans certains pays et élaborer une proposition de projet visant à financer une étude de l'alimentation totale au niveau régional.	Amérique latine et Caraïbes	Centre panaméricain de la fièvre aphteuse (Panaftosa)/ Organisation panaméricaine de la santé (OPS)/ Organisation mondiale de la santé (OMS)	20 octobre 2014	10 août 2015	31 décembre 2015	50 000